

Art. 9. Artikel 17^{ter} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 , wordt opgeheven.

Art. 10. Op de in artikel 8, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit bedoelde premieaanvraag die vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend en waarop geen beslissing is genomen, zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Art. 12. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34727]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'articles 6 et l'article 8, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 septembre 2022 ;

Vu le rapport du 7 septembre établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du Conseil d'État n^o72.234/2, donné le 24 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 31 décembre 2021, la continuité de l'octroi des aides à l'investissement majorées aux entreprises qui se situent dans une des zones « d'aide à finalité régionale » et qui poursuivent un ou plusieurs des objectifs visés à l'article 6 du décret du 11 mars 2004 précité ;

Considérant que dans ce cadre, il est nécessaire de conférer rétroactivement une base légale aux demandes d'aides introduites à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aurait pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises ayant introduit une demande d'aide à partir du 1^{er} janvier 2022, en conférant une base légale à leur demande d'aide à l'investissement majorée ;

Considérant qu'en l'absence de base légale, il y aurait lieu de considérer que les demandes introduites à partir du 1^{er} janvier 2022 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites avec un éventuel risque de perte d'une aide majorée visé aux articles 8, § 2, alinéa 2, et 9, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 précité ;

Considérant que l'effet rétroactif ne porte dès lors nullement atteinte aux droits des intéressés mais au contraire bénéficie à ceux-ci et, en ce sens, se justifie ;

Considérant que le principe de l'effet incitatif ne s'oppose en rien à ce qu'une base légale soit appliquée de manière rétroactive aux demandes d'aides introduites après le 1^{er} janvier 2022, pour autant – bien entendu – qu'il puisse être établi qu'il était, en pratique, rencontré dans tous les dossiers de demande d'aide concernés ;

Considérant que sous réserve des conditions prévues par le Règlement (UE) n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité parmi lesquelles l'exigence d'un effet incitatif concrétisé par l'obligation d'introduire la demande d'aide avant le début des travaux et du contrôle de l'administration, le droit européen n'a pas pour objet de réglementer les règles de droit national relatives à l'organisation de la procédure d'octroi d'aides ;

Considérant qu'une demande d'aide n'implique en aucun cas un droit acquis à l'aide ;

Qu'au vu de ce qui précède, il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse rétroagir au 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant la Communication de la Commission « Lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale » pour la période 2022-2027, J.O.U.E., n^o C 153/1, 29 avril 2021 ;

Considérant la décision de la Commission européenne du 18 juillet 2022 approuvant la carte des aides à finalité régionale pour la Belgique pour la période 2022-2027 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 9^o est remplacé par ce qui suit : « 9^o l'« Administration » : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ; » ;

b) le 10^o est remplacé par ce qui suit : « 10^o le « fonctionnaire délégué » : le directeur général, un inspecteur général, un directeur, un premier attaché ou un attaché de l'administration, délégué sur la base de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs du Services public de Wallonie et sans préjudice des articles 4 et 5 dudit arrêté ; » ;

c) le 12^o est remplacé par ce qui suit : « 12^o le « siège d'exploitation » : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2, 16^o, du Livre 1^{er}, du Code de droit économique ; » ;

d) il est complété par un 22^o rédigé comme suit : « 22^o l'« arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027. ».

Art. 2. A l'article 8, § 2, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 1^o, les mots « l'article 1^{er}, 2^o à 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, point 3, c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 » sont remplacés par les mots « l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 » ;

2^o dans le 2^o, les mots « l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 précité » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 ».

Art. 3. A l'article 9, § 4, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mai 2008 et 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 1^o, les mots « à l'article 1^{er}, 2^o à 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, point 3, c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 » sont remplacés par les mots « à l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 » ;

2^o dans le 2^o, les mots « à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 précité » sont remplacés par les mots « à l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 ».

Art. 4. La demande de prime visée à l'article 10, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'a pas fait l'objet d'une décision se voit appliquer les dispositions du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 6. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/34727]

1. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 6 und Artikel 8 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund der am 2. September 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. September 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 7. September 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 24. Oktober 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 72.234/2 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, nach dem 31. Dezember 2021 die Kontinuität der Gewährung erhöhter Investitionsbeihilfen für Unternehmen zu gewährleisten, die sich in einem der Gebiete "mit regionaler Zielsetzung" befinden und eines oder mehrere der in Artikel 6 des oben genannten Dekrets vom 11. März 2004 genannten Ziele verfolgen;

In der Erwägung, dass es in diesem Rahmen notwendig ist, den ab dem 1. Januar 2022 eingereichten Beihilfeanträgen rückwirkend eine Rechtsgrundlage zu verleihen;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung von Verwaltungsakten zulässig ist, sofern sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Regularisierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist, unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte beachtet;

In der Erwägung, dass die Annahme eines rückwirkenden Erlasses im vorliegenden Fall zur Folge hätte, dass die Rechtssicherheit zugunsten der Unternehmen, die ab dem 1. Januar 2022 einen Beihilfeantrag eingereicht haben, gestärkt würde, indem ihrem Antrag auf erhöhte Investitionsbeihilfe eine Rechtsgrundlage verliehen würde;

In der Erwägung, dass in Ermangelung einer Rechtsgrundlage davon auszugehen wäre, dass die ab dem 1. Januar 2022 bis zur Verabschiedung des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge erneut eingereicht werden müssten, mit einem möglichen Risiko des Verlusts einer erhöhten Beihilfe gemäß Artikel 8 § 2 Absatz 2 und 9 § 4 des oben genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung daher in keiner Weise die Rechte der Betroffenen beeinträchtigt, sondern im Gegenteil diesen zugutekommt und in diesem Sinne gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der Grundsatz des Anreizeffekts in keiner Weise der rückwirkenden Anwendung einer Rechtsgrundlage auf nach dem 1. Januar 2022 eingereichte Beihilfeanträge entgegensteht, natürlich vorausgesetzt, es kann festgestellt werden, dass er in der Praxis in allen betroffenen Beihilfeantragsakten erfüllt war;

In der Erwägung, dass es vorbehaltlich der Bedingungen der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, zu denen die Voraussetzung eines Anreizeffekts gehört, der sich in der Verpflichtung konkretisiert, den Beihilfeantrag vor Beginn der Arbeiten einzureichen, und der Kontrolle durch die Verwaltung, nicht Ziel des europäischen Rechts ist, die nationalen Vorschriften über die Organisation des Verfahrens zur Gewährung von Beihilfen zu regeln;

In der Erwägung, dass ein Beihilfeantrag keinesfalls ein wohlerworbenes Rechts auf Beihilfe impliziert;

In der Erwägung, dass es auf der Grundlage der vorstehenden Gründe folglich wichtig ist, dass die wallonische Regelung rückwirkend zum 1. Januar 2022 gelten kann;

In Erwägung der Mitteilung der Kommission "EU-Leitlinien für Regionalbeihilfen" für den Zeitraum 2022-2027, ABl. Nr. C 153/1, 29. April 2021;

In Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 18. Juli 2022 zur Genehmigung der Fördergebietskarte für Belgien für den Zeitraum 2022-2027;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete und der Höchstgrenzen für Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022-2027;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 9 erhält folgende Fassung: "9° die "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;"

b) Ziffer 10 erhält folgende Fassung: "10° der "beauftragte Beamte": der Generaldirektor, ein Generalinspektor, ein Direktor, ein erster Attaché oder ein Attaché der Verwaltung, der auf der Grundlage von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtenerteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und unbeschadet der Artikel 4 und 5 dieses Erlasses beauftragt wurde;"

c) Ziffer 12 wird erhält folgende Fassung: "12° der "Betriebszitz": die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 von Buch I des Wirtschaftsgesetzbuches;"

d) ihm wird eine Ziffer 22 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "22° der "Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 zur Festlegung der Entwicklungszonen und der Höchstbeträge für Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2022-2027."

Art. 2 - In Artikel 8 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Ziffer 1 wird die Wortfolge "Artikel 1, 2° bis 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, 3°, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und die durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020" ersetzt durch die Wortfolge "Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022";

2° in Ziffer 2 wird die Wortfolge "Artikel 1, 1° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015" ersetzt durch die Wortfolge "Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022".

Art. 3 - In Artikel 9 § 4 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2008 und vom 26. Februar 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Ziffer 1 wird die Wortfolge "Artikel 1, 2° bis 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, 3°, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und die durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020" ersetzt durch die Wortfolge "Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022";

2° in Ziffer 2 wird die Wortfolge "Artikel 1, 1° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015" ersetzt durch die Wortfolge "Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022".

Art. 4 - Auf den Prämienantrag gemäß Artikel 10 Absatz 1 und 2 desselben Erlasses, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde und über den nicht entschieden wurde, finden die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Anwendung.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2022 wirksam.

Art. 6 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34727]

1 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 6 en artikel 8, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 september 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 september 2022;

Gelet op het verslag van 7 september 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 72.234/2 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het van essentieel belang is om na 31 december 2021 de continuïteit te waarborgen van de toekenning van verhoogde investeringssteun aan ondernemingen die gevestigd zijn in een van de "steungebieden met een gewestelijk doel" en die een of meer van de in artikel 6 van het voornoemde decreet van 11 maart 2004 genoemde doelstellingen nastreven;

Overwegende dat in dit verband moet worden voorzien in een rechtsgrondslag met terugwerkende kracht voor steunaanvragen die vanaf 1 januari 2022 worden ingediend;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Overwegende dat de vaststelling van een besluit met terugwerkende kracht in deze zaak tot gevolg zou hebben dat de rechtszekerheid voor ondernemingen die vanaf 1 januari 2022 een steunaanvraag hebben ingediend, wordt vergroot doordat zij een rechtsgrondslag krijgen voor hun verzoek om meer investeringssteun;

Overwegende dat, bij gebreke van een rechtsgrondslag, moet worden aangenomen dat de aanvragen die vanaf 1 januari 2022 tot de vaststelling van het onderhavige besluit zijn ingediend, opnieuw moeten worden ingediend met een mogelijk risico op verlies van de verhoogde steun als bedoeld in de artikelen 8, lid 2, tweede lid, en 9, lid 4, van bovengenoemd besluit van de Waalse regering van 2 december 2004;

Overwegende dat de terugwerkende kracht de rechten van de betrokkenen derhalve geenszins schaadt, maar hen integendeel ten goede komt en in die zin gerechtvaardigd is;

Overwegende dat het beginsel van stimulerend effect zich er niet tegen verzet dat een rechtsgrondslag met terugwerkende kracht wordt toegepast op steunaanvragen die na 1 januari 2022 zijn ingediend, mits uiteraard kan worden vastgesteld dat deze grondslag in de praktijk in alle betrokken steunaanvragen is aangetroffen;

Overwegende dat, onder de voorwaarden van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, waaronder het vereiste van een stimulerend effect dat besloten ligt in de verplichting om de steunaanvraag vóór de aanvang van de werkzaamheden in te dienen en de controle van de administratie, het Europees recht niet beoogt de nationale rechtsregels betreffende de organisatie van de procedure voor de toekenning van steun te regelen;

Overwegende dat een steunaanvraag in geen geval een verworven recht op steun inhoudt;

Dat, rekening houdende met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse regelgeving dan ook terugwerkende kracht heeft op 1 januari 2022;

Gelet op de mededeling van de Commissie "Richtnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel" voor de periode 2022-2027, Publicatieblad, nr. C 153/1, 29 april 2021;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 18 juli 2022 waarbij de regionale steunkaart voor België voor de periode 2022-2027 wordt goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, laatst gewijzigd bij het besluit van 14 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 9° wordt vervangen als volgt: "9° "Administratie": de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;" ;

b) punt 10° wordt vervangen als volgt: "10° "gemachtigd ambtenaar": de directeur-generaal, een inspecteur-generaal, een directeur, een eerste attaché of een attaché van de administratie, gedelegeerd op basis van artikel 3 van het besluit van de Waalse regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst en onverminderd de artikelen 4 en 5 van genoemd besluit;" ;

c) punt 12° wordt vervangen als volgt: "12° bedrijfszetel : vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I, van het Wetboek van economisch recht;" ;

d) het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidend 22°: " 22° "besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022" : het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027."

Art. 2. In artikel 8, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1°, worden de woorden "artikel 1, 2° tot 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, punt 3, c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020" vervangen door de woorden "artikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022";

2° in punt 2°, worden de woorden "artikel 1, 1°, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015" vervangen door de woorden "artikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022".

Art. 3. Artikel 9, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 mei 2008 en 26 februari 2015, wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 1°, worden de woorden "artikel 1, 2° tot 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, punt 3, c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020" vervangen door de woorden "artikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022";

2° in punt 2°, worden de woorden "artikel 1, 1°, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015" vervangen door de woorden "artikel 2, van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022".

Art. 4. Op de in artikel 10, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit bedoelde premieaanvraag die vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend en waarop geen beslissing is genomen, zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Art. 6. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34726]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 septembre 2022 ;